

## Diversité urbaine



## Présentation

Deirdre Meintel

Volume 9, Number 2, automne 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/039384ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/039384ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Groupe de recherche diversité urbaine  
CEETUM

### ISSN

1913-0694 (print)

1913-0708 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this document

Meintel, D. (2009). Présentation. *Diversité urbaine*, 9(2), 5–6.  
<https://doi.org/10.7202/039384ar>

Tous droits réservés © Groupe de recherche diversité urbaine et CEETUM, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# PRÉSENTATION

## Deirdre Meintel

Ce numéro de *Diversité urbaine* présente des contributions qui portent sur plusieurs contextes nationaux, soit le Canada (dont le Québec), Haïti et l'Espagne. Les articles qui concernent le Québec sont centrés sur des minorités religieuses et immigrantes et mettent chaque fois en évidence l'agentivité et la réflexivité des acteurs. Simard et Pagé montrent que les immigrants de la région montréalaise touchés par leur étude (d'Haïti, du Pérou et du Liban) participent en grand nombre au processus électoral. Les auteurs citent d'autres recherches qui montrent que cette participation a d'ailleurs tendance à s'accroître avec la durée de résidence au Canada. Par ailleurs, les immigrants semblent s'impliquer dans les milieux communautaires, ethniques ou autres, et ce, davantage ici que dans leur pays d'origine. Il y a lieu de se demander si ces immigrants (bien scolarisés, il faut le noter) ne sont pas « mieux intégrés » que la majorité de leurs concitoyens nés au Canada.

L'article de Mancilla traite des perspectives des leaders juifs et musulmans montréalais quant à la place de la religion dans la sphère publique. L'auteur constate des convergences intéressantes entre les propos de ses interlocuteurs, quelles que soient leurs origines ethniques ou religieuses, autour de valeurs qui semblent être largement partagées par l'ensemble des Québécois : le respect des choix individuels, le maintien du patrimoine religieux et l'inclusion de la diversité. Néanmoins, leurs propos, tels que présentés par Mancilla, suscitent des questionnements intéressants. Par exemple, comment se fait-il qu'on accepte le turban sikh dans les rangs de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) alors que le voile islamique est l'objet de tant de critiques et de limitations? Quant à l'article de Duclos, il est centré sur la façon dont les immigrants indiens perçoivent et gèrent la détresse qui résulte souvent de leur parcours migratoire. La détresse, pour eux, est « davantage qu'un état d'esprit de l'individu, elle est un discours sur un certain contexte, des situations et un vécu ». Ce regard « holistique » les oriente vers des ressources autres que les médicaments pour contrer la détresse, soit la spiritualité, la famille et l'exercice. De leur côté, Girard et Sercia analysent l'alimentation de jeunes issus de familles maghrébines à Montréal et relèvent, au sein de celles-ci,

une certaine « créolisation » de la nourriture (pâté chinois et tourtière *halal*, par exemple). De plus, les auteurs établissent que les enfants font office d'agents de changement dans les habitudes alimentaires de leurs familles.

Les deux autres textes, ceux de Ilionor et de Leclercq, portent sur des recherches menées respectivement en Haïti et en Espagne. L'article de Ilionor s'inscrit dans la continuité des précédents en ce qu'il touche au thème de l'agentivité, mais cette fois, collective. L'auteur analyse les stratégies déployées par les habitants de Cité Lajoie, bidonville de Port-au-Prince, non seulement pour survivre, mais aussi pour tisser des liens sociaux et, éventuellement, former des associations. Celles-ci luttent pour améliorer les conditions de vie des habitants et ainsi combattre le « déni de reconnaissance » vécu individuellement et collectivement. L'auteur précise que les initiatives collectives s'appuient davantage sur l'aide des organisations non gouvernementales que sur celle de l'État. Dans l'article de Leclercq, il est question du programme *Acceder*, initié par une fondation gitane, et de ses conséquences contradictoires pour les gitans qui doivent en constituer la majorité des bénéficiaires. Même s'il contribue à dévoiler la discrimination envers les gitans, le programme construit en fait des voies d'insertion qui correspondent à l'exclusion plutôt qu'à l'accès équitable à l'emploi.

Bien que *Diversité urbaine* accueille un grand nombre de contributions portant sur les populations immigrantes au Québec et ailleurs, ces deux derniers articles témoignent de notre intérêt à recevoir des textes traitant d'autres formes de « différence » sociale (que celle-ci concerne des minorités ethniques, des classes sociales ou des religions), mais aussi de tout autre sujet pertinent à l'étude de la diversité et du pluralisme. Nous vous encourageons non seulement à nous lire, mais aussi à participer à la revue *Diversité urbaine* en nous envoyant vos contributions.

---